

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

N° 240

du 1er au 7 octobre 1987

POLITIQUE

Le gouvernement et l'insurrection se rencontrent à Madrid
L'armée ne respectera pas la trêve
Le CUC dénonce l'offensive militaire contre les paysans
La commission nationale de réconciliation prête serment
Un attaché militaire nommé aux USA
Surveillance des frontières
Les producteurs de café contre la réforme fiscale

ECONOMIE

Une subvention de l'AID

MOUVEMENT POPULAIRE

Plus de 100 jours de conflit à Lunafil
La répression continue dans la capitale

SITUATION SOCIALE

Du retard dans la construction de logements

DROITS DE L'HOMME

Des paysans assassinés
Trois mineurs et deux adultes disparaissent
Le gouvernement viole les droits de l'enfant

REFUGIES

Les réfugiés demandent à participer aux prises de décisions



4°P.12315

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT ET L'INSURRECTION SE RENCONTRENT A MADRID

Selon un communiqué de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) diffusé le 2 octobre, le gouvernement et l'URNG ont prévu de se rencontrer le 7 à Madrid (Espagne), pour analyser les propositions des deux parties sur la recherche de la paix et la construction de la démocratie au Guatemala.

D'après Julio Santos, porte-parole du gouvernement, cette réunion constitue un "événement fondamental dans la vie du pays" ; une commission de haut niveau représentera le gouvernement du président Cerezo. De son côté, Claudia Arenas a officiellement annoncé la décision du gouvernement d'écouter les propositions de l'URNG. Le 6 octobre, on apprenait officiellement que la commission gouvernementale serait conduite par Juan José Rodil Peralta ; Roberto del Valle Valdizan, vice-président du Congrès, Alfonso Alonso Barillas député et trois officiers de l'armée devraient en faire partie. Les officiers seront présents en tant qu'observateurs.

Les deux parties se sont engagées à respecter une trêve des actions offensives et à ne pas faire de déclarations jusqu'à la parution du communiqué officiel qui clôturera la rencontre le 11 octobre.

L'ARMEE NE RESPECTERA PAS LA TREVE

Le 2 octobre, le général Hector Gramajo, ministre de la Défense a annoncé le début d'actions militaires offensives dans la région proche du village Amachel, dans le département du Quiché (nord-ouest), et au sud du lac Atitlan, dans le département de Solola (centre).

"L'objectif premier est de garantir la récolte des paysans", a-t-il déclaré. "Nous effectuons des opérations en ce moment au sud du lac Atitlan, car nous considérons la trêve unilatérale comme un premier pas vers le dépôt des armes" (de l'URNG).

LE CUC DENONCE L'OFFENSIVE MILITAIRE CONTRE LES POPULATIONS CIVILES

Dans un communiqué diffusé le 3 octobre, le Comité central pour l'unité des paysans (CUC) a dénoncé l'augmentation des opérations militaires contre les populations paysannes, par des ratissages, des bombardements indiscriminés et des campagnes de "rééducation idéologique" visant à intimider et à faire pression les communautés.

"Au mépris des accords de Esquipulas II", souligne le CUC, l'armée réalise depuis le 25 septembre des attaques contre les villages de Sumal Grande et de Juil, municipalité de Nebaj, El Quiché. Ces opérations coïncident avec une campagne destinée à contrôler davantage la population de San Marcos, El quiché, Solola et El Peten.

LA COMMISSION NATIONALE DE RECONCILIATION PRETE SERMENT

Le 1er octobre, les membres de la Commission nationale de réconciliation ont prêté serment devant le président Vinicio Cerezo. Roberto Carpio Nicolle, vice-président, Rodolfo Quezada Toruno, évêque, Jorge Serrano Elias, dirigeant politique et Teresa Bolanos de Zarco composent la CNR. L'évêque Quezada Toruno a été désigné président, Roberto Carpio, coordinateur. Leopoldo Sandoval est suppléant pour les partis politiques, Mynor Pint pour les citoyens, et l'évêque Juan Gerardi pour l'Eglise.

La CNR aura pour mission de s'assurer du respect des engagements pris par les cinq pays d'Amérique centrale et qui concernent l'amnistie, le cessez-le-feu, la démocratisation et les élections libres.

UN ATTACHE MILITAIRE NOMME AUX USA

On a appris de source officielle le 3 octobre la nomination du colonel Anacleto Maza Castellanos, ex-commandant de la Force aérienne guatémaltèque, au poste d'attaché militaire à l'ambassade de Guatemala à Washington.

Maza Castellanos, actuellement directeur de l'Institut militaire de géographie, prend la succession du colonel Hector Rosales Salaverria.

SURVEILLANCE DES FRONTIERES

Les autorités des services de migration ont organisé des patrouilles le long des routes frontalières, en coordination avec les activités de la police nationale. L'information provient du poste frontalier de la ville de Tecun Uman, San Marcos.

L'organisation de ces patrouilles a requis la nomination de 252 nouveaux agents par la Direction générale des migrations, assurée par Milton Cerezo, frère du président. La surveillance s'exercera sur les routes reliant la ville de Escuintla aux postes-frontière de Tecun Uman et El Carmen, du côté mexicain, ainsi que les voies d'accès au Honduras et au Salvador.

ECONOMIE

UNE SUBVENTION DE L'AID

Un nouvel accord concernant l'octroi d'une subvention au Guatemala a été signé le 1er octobre par Francisco Pinto Casasola, vice-ministre des Finances, et Ricardo Mendizabal, vice-ministre des communications et par Anthony Causerucci, directeur de l'Agence internationale pour le développement (AID) et Gerald Lamberty, chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala.

Le montant de la subvention est de 17 533 556 dollars. Il sera affecté à l'amélioration des chemins vicinaux et à la création de voies d'accès aux centres de production.

Le gouvernement nord-américain a récemment octroyé 34,75 millions de dollars au Guatemala, par l'intermédiaire de l'AID, destinés à fournir des devises au pays et à équilibrer la balance des paiements en 1987.

MOUVEMENT POPULAIRE

PLUS DE 100 JOURS DE CONFLIT A LUNAFIL

L'usine textile Lunafil connaît depuis le 8 juin un conflit en raison de l'exigence de la direction d'une journée de travail de 12H. Dans un communiqué diffusé le 3 octobre, le syndicat des travailleurs de l'usine dénonce l'attitude d'impartialité adoptée par le ministère du Travail, et qui ne peut profiter qu'à la direction de Lunafil.

Fin juillet, le tribunal de conciliation du ministère du Travail avait décidé que l'entreprise pourrait suspendre le paiement des salaires. Cette décision correspondait aux souhaits de la direction, et lui permettait de combattre l'organisation des travailleurs. Elle a été appliquée.

Le syndicat de Lunafil indique que sa situation démontre qu'au Guatemala les intérêts particuliers l'emportent sur les intérêts sociaux. Ceci est contraire à la Constitution de la République et prouve que les droits de l'homme restent lettre morte face à une armée omni-puissante.

LA REPRESSION CONTINUE DANS LA CAPITALE

Le 1er octobre, les dirigeants du Syndicat central des travailleurs de la municipalité (SCTM) ont dénoncé devant le Congrès la répression et la violation des droits de l'homme dont ils sont victimes en raison de l'attitude de la municipalité de Guatemala-ciudad, aux mains de Alvaro Arzu.

Lors de son exposé devant la commission des droits de l'homme du Congrès, le SCTM a dénoncé les abus, la répression, les persécutions et les tentatives d'élimination de l'activité syndicale qu'exercent le maire et le chef de l'administration de la commune, A. Flores.

SITUATION SOCIALE

DU RETARD DANS LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Le 1er octobre, Homero Gonzalez, représentant du secteur des assurances privées, a remarqué que le Guatemala présentait l'indice de construction de logements le plus bas en Amérique, y compris après Haïti. Au cours de la rencontre organisée par l'Union interaméricaine de la construction dans la capitale du Guatemala, Gonzalez a relevé un déficit de 650 mille logements, et qui s'accroît de 30 mille par année, problème qui constitue "une vraie poudrière sociale".

DROITS DE L'HOMME

DES PAYSANS ASSASSINES

Selon les informations fournies par la presse et les organismes d'assistance, 7 paysans ont été assassinés entre le 30 septembre et le 5 octobre dans plusieurs régions du pays. Ils avaient été soumis à la torture.

Santos Reyes Perez a été attaché à une chaise et brûlé vif par un groupe d'inconnus dans le village de El Pizote, municipalité San Juan Ostuncalco, département du Quezaltenango. On a retrouvé son cadavre carbonisé le 1er octobre au matin.

Les autres assassinats ont été commis dans les départements du Peten, de Jutiapa, du Guatemala et de Izabal.

TROIS MINEURS ET DEUX ADULTES DISPARAISSENT

Les 1er et 4 octobre les familles de David Hernandez Quiché, 16 ans, Lilian Lorena Lopez Padilla, 17 ans, Byron Roderico Perez, 13 ans, ont dénoncé leur disparition depuis la fin septembre.

Hugo René Morales, 20 ans, étudiant, est porté disparu depuis le 31 octobre dans la ville de Escuintla. Il en va de même pour Ramiro Velasco Ayay, 55 ans, dans la ville de Guatemala, disparu depuis le 1er octobre.

LE GOUVERNEMENT VIOLE LES DROITS DE L'ENFANT

La vice-présidente du Groupe d'appui mutuel (GAM) aux familles de disparus, Isabel de Castanon, a accusé le 3 octobre le président de la République, Vinicio Cerezo, de violation des droits de milliers d'enfants guatémaltèques, de ceux "qui ne se rappellent plus du visage de leur père, de leur mère ou de leur frère, enlevés contre leur volonté".

La dirigeante assure que Cerezo n'a jamais montré d'intérêt pour la mise en pratique de mesures destinées à retrouver les portés disparus au cours des dernières années. Elle demande à ce que son groupe participe à une commission d'enquête sur ces cas.

REFUGIES

LES REFUGIES DEMANDENT A PARTICIPER AUX PRISES DE DECISIONS

Dans une lettre ouverte adressée le 5 octobre aux cinq présidents des pays d'Amérique centrale, les réfugiés guatémaltèques installés dans les états mexicains du Campeche et de Quintana Roo félicitent les hommes d'Etat pour les efforts démontrés par les accords de Esquipulas II ; les réfugiés demandent à participer aux décisions adoptées pour résoudre leur cas. Ils indiquent n'avoir pas reçu de réponses aux cinq lettres ouvertes adressées au président Cerezo, dans lesquelles ils demandaient des garanties pour leur éventuel retour et la visite d'une commission pour connaître les conditions de vie des rapatriés.